
Occupy Central et la réforme constitutionnelle à Hong Kong

Karita Kan

Traducteur : Matei Gheorghiu



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/6669>

ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 septembre 2013

Pagination : 79-85

ISBN : 979-10-91019-08-8

ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Karita Kan, « *Occupy Central* et la réforme constitutionnelle à Hong Kong », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2013/3 | 2013, mis en ligne le 15 septembre 2013, consulté le 28 octobre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/6669>

© Tous droits réservés

Synthèse de presse du **cefc**

Occupy Central et la réforme constitutionnelle à Hong Kong

KARITA KAN

Trois ans après que la réforme électorale contestée de 2010 a été votée au parlement, Hong Kong se retrouve de nouveau à un tournant critique dans la mise en place du suffrage universel, condition d'une démocratisation pleine et entière. L'article 45 de la Loi fondamentale (*Basic Law*), la constitution de la ville, stipule que l'élection du chef de l'exécutif au suffrage universel est « l'objectif ultime ». Toutefois, le même article ajoute que la méthode de sélection devra être précisée « à la lumière de la situation réelle » et « en accord avec un principe d'évolution graduelle et ordonnée »⁽¹⁾. Les démocrates avaient espéré la mise en place du suffrage universel dès 1997, mais l'article 6 de l'Annexe I de la Loi fondamentale stipula que le premier chef de l'exécutif devait être nommé en accord avec la Décision de l'Assemblée nationale populaire (ANP)⁽²⁾. Parce que l'article 6 détermine seulement le mode de nomination du premier chef de l'exécutif, et que l'article 7 de la même Annexe prévoit de futurs amendements, les deux clauses ont été interprétées par les démocrates comme la promesse implicite d'une élection au suffrage universel dès 2007, à la fin du deuxième mandat du premier chef de l'exécutif. Pékin a porté un coup sévère à ces aspirations en avril 2004, lorsque le Comité permanent de l'ANP a voté contre la mise en place du suffrage universel pour l'élection du chef de l'exécutif en 2007⁽³⁾. Trois ans plus tard, le même sort a été réservé à l'élection de 2012. Il a été toutefois décidé lors de cette dernière session que l'élection du cinquième chef de l'exécutif en 2017 « pourrait être mise en œuvre selon la méthode du suffrage universel », et que par la suite, tous les membres de l'Assemblée législative (*Legco*) pourraient être élus au suffrage universel⁽⁴⁾. Tous les regards sont dès lors tournés vers l'actuelle administration, dirigée par Leung Chun-ying, entre les mains de laquelle repose désormais le lancement du processus de réformes qui aboutira à la première élection démocratique du chef de l'exécutif. Mais jusqu'à l'été 2013, il n'y a guère eu de signes indiquant l'intention des dirigeants hongkongais à œuvrer dans ce sens. Selon la Loi fondamentale, le prochain chef de l'exécutif sera choisi parmi une poignée de candidats désignés par un comité de nomination (*nominating committee, timing weiyuanhui* 提名委員會) « largement représentatif ». Bien que la composition exacte de ce comité reste encore à déterminer, Pékin insistera sans doute pour qu'elle soit similaire à celle de l'actuel Comité électoral (*Election Committee, xuanju weiyuanhui* 選舉委員會), qui comporte des membres de droit, comme les représentants des conseils de district et les législateurs. Quoi qu'il en soit, l'Ordonnance régissant la Commission des affaires électorales (*Election Affairs Commission*) devra être amendée au moins un an à l'avance, et toute proposition de réforme devra également, pour être adoptée à temps par l'Assemblée législative, être déposée avant le dernier trimestre de 2014⁽⁵⁾. D'où

la nécessité et l'urgence de commencer les consultations et les négociations dès que possible. La marche du 1^{er} juillet, un rassemblement annuel organisé par le *Civil Human Rights Front* depuis la rétrocession, a vu depuis 2004 un nombre croissant de participants descendre dans la rue pour revendiquer la mise en œuvre rapide des réformes démocratiques.

Cet article présente un mouvement social qui a émergé dans ce contexte de désillusion et d'un sentiment d'urgence grandissant. Ce mouvement, actuellement connu sous le nom de « Occupy Central » (*zhanling zhonghuan* 佔領中環), a été initié par Benny Tai Yiu-ting, un professeur de droit aux vues modérées, et conçu comme une stratégie de dernier recours pour contraindre Pékin à respecter sa promesse de démocratisation. Bien que son nom évoque le mouvement *Occupy Wall Street* à New York, la mobilisation actuelle poursuit des objectifs assez différents. Dans un premier temps, nous détaillerons les derniers débats sur la réforme électorale à Hong Kong. Dans un second temps, nous analyserons les raisons pour lesquelles *Occupy Central* représente un cas unique dans l'histoire récente des mouvements sociaux dans la Région administrative spéciale (RAS). Les deux parties suivantes examineront les réactions au mouvement, en relatant comment il est devenu le point focal des attaques des groupes favorables à Pékin, mais aussi comment même certains membres du camp démocrate en sont venus à remettre en question sa viabilité.

1. Le texte intégral de la Loi fondamentale de la Région administrative spéciale de Hong Kong est disponible à l'adresse : www.basiclaw.gov.hk/en/index/index.html (consulté le 25 juin 2013).
2. « Décision de l'Assemblée nationale populaire sur la méthode de formation du premier gouvernement et du premier Conseil législatif de la RAS de Hong Kong », 4 avril 1990, www.legislation.gov.hk/blis_ind.nsf/CURALLENGDOC/8E4706E4D2D578D7482575EE000E4FB6?OpenDocument (consulté le 25 juin 2013).
3. « Décision du Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire sur les problèmes relatifs aux méthodes de sélection du chef de l'exécutif de la Région administrative spéciale de Hong Kong en 2007 et sur la formation du Conseil législatif de la Région administrative spéciale de Hong Kong en 2008 », 29 avril 2004, [www.legislation.gov.hk/blis_pdf.nsf/6799165d2fee3fa94825755e0033e532/18425962728D2E17482575EF00290144/\\$FILE/CAP_2208_e_b5.pdf](http://www.legislation.gov.hk/blis_pdf.nsf/6799165d2fee3fa94825755e0033e532/18425962728D2E17482575EF00290144/$FILE/CAP_2208_e_b5.pdf) (dernier consulté le 25 juin 2013). Une enquête menée par le Civic Exchange sur les opinions des habitants de Hong Kong concernant la décision du Comité permanent de 2004 est disponible sur le site du *think tank* à l'adresse : www.civic-exchange.org/wp/survey-on-hong-kong-peoples-views-on-sncpc-decision-civic-exchanges-analysis/ (consulté le 25 juin 2013).
4. « Décision du Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire sur les problèmes relatifs aux méthodes de sélection du Chef de l'exécutif de la Région administrative spéciale de Hong Kong en 2012 et sur les problèmes relatifs au suffrage universel », 29 décembre 2007, www.legislation.gov.hk/blis_ind.nsf/CURALLENGDOC/50CF52DA13DFB768482575EE000ED11A?OpenDocument (consulté le 25 juin 2013).
5. Anson Chan, « The key step to universal suffrage », *South China Morning Post*, 8 mai 2013. Voir également : Hong Kong Transition Project, « Constitutional Reform in Hong Kong: Round Three » commandée par la *Community Development Initiative*, juin 2013.

Des visions concurrentes de la démocratie

Suite à la résolution de 2007 du Comité permanent de l'ANP suggérant que Hong Kong pourrait élire son chef de l'exécutif au suffrage universel en 2017, le débat a porté sur les mécanismes effectifs de nomination du prochain dirigeant de la ville. Le nombre important de votes blancs (54,6 %) exprimés lors du vote informel nommé officiellement « 3.23 *Civil Referendum Project* », organisé par le *Public Opinion Programme* de l'Université de Hong Kong, et portant sur les trois candidats officiels pressentis, à la veille de l'élection du chef de l'exécutif de 2012, a probablement provoqué l'inquiétude du gouvernement central quant à la mise en place d'une élection populaire dans la RAS avec un nombre restreint de candidats présélectionnés⁽⁶⁾. Prenant la température, Yu Zhengsheng, membre du Comité permanent du Politburo, a été la première personnalité de premier plan à souligner que le chef de l'exécutif de la RAS devra « aimer la Chine et aimer Hong Kong » (*ai guo ai Gang* 愛國愛港). Il a mis en garde contre le pouvoir croissant des forces « subversives » dans le territoire, craignant que Hong Kong ne devienne « une base et la pointe avancée de la subversion du système socialiste sur le continent »⁽⁷⁾. Ces remarques ont été réitérées quelques jours plus tard par Zhang Xiaoming, le directeur du Bureau central de liaison (*Central Liaison Office*), qui a ajouté que le futur chef de l'exécutif devra bénéficier de la confiance du gouvernement central (*huo zhongyang xinren* 獲中央信任) et qu'un mécanisme de sélection (*shaixuan* 篩選) devra être créé pour s'assurer qu'un opposant (*butuo, duili de ren* 不妥、對立的人) à Pékin ne puisse pas être élu⁽⁸⁾. Ces remarques ont éveillé la crainte que le gouvernement central ne cherche à écarter les candidats indésirables avant que les électeurs n'aient eu la possibilité d'exprimer leurs suffrages.

C'est sur la disposition de l'Article 45 stipulant que le chef de l'exécutif devra être élu au suffrage universel « après sélection par un comité de nomination largement représentatif en accord avec les procédures démocratiques » que se concentrent les controverses. Pour les démocrates, la formation de ce comité de nomination devrait elle-même suivre des procédures démocratiques strictes. Différents groupes au sein de ce camp ont fait part de leurs propres propositions. La plus représentative pour l'instant est celle avancée par l'*Alliance for True Democracy* (*zhenpuxuan lianmeng* 真普選聯盟), une coalition formée en mars 2013 qui regroupe 27 parlementaires appartenant à 12 groupes politiques différents⁽⁹⁾. Dans ses « Propositions initiales pour consultation » publiées en mai, l'Alliance a suggéré que les membres du comité de nomination soient élus par l'ensemble des 3,2 millions d'électeurs inscrits, selon le principe « une personne, une voix » (*yiren yipiao* 一人一票)⁽¹⁰⁾. Début juillet, le comité académique (*Scholar Panel*) de l'Alliance, qui regroupe un certain nombre d'universitaires dont le coordonnateur Joseph Cheng et le professeur de sciences politiques de l'université chinoise de Hong Kong Ma Ngok, a formellement avancé des propositions pour l'élection du chef de l'exécutif au suffrage universel en 2017⁽¹¹⁾. Trois options ont été avancées concernant la composition du comité de nomination :

- La première consiste à ajouter 400 conseillers de district élus démocratiquement aux 1200 membres qui seront sélectionnés selon les règles de l'actuel Comité électoral. En soustrayant les membres du Comité électoral élus par des conseillers de district, le nouveau comité de nomination devrait compter environ 1500 membres.
- La deuxième consiste à faire élire directement, selon une méthode de représentation proportionnelle, un comité de nomination de 400 membres

par tous les électeurs enregistrés dans l'ensemble des circonscriptions géographiques.

- La troisième est enfin d'avoir un comité de nomination de 500 membres, composé des conseillers de district élus en 2015 et des parlementaires élus en 2016.

Concernant la procédure de nomination, les trois propositions stipulent que tout candidat ayant obtenu l'appui d'au moins un dixième des membres du comité de nomination pourra participer à l'élection. Toutefois, concernant la première et la troisième proposition, les membres du comité n'étant pas tous directement élus par les électeurs, une voie de qualification alternative à la course finale consisterait à obtenir l'appui d'au moins 2 % de l'ensemble des électeurs, soit entre 70 000 et 80 000 signatures. Cette option supplémentaire respecterait le droit des électeurs ordinaires à désigner leur candidat et permettrait de s'assurer que les candidats bénéficiant d'un soutien public suffisant puissent entrer dans la course⁽¹²⁾. Pour l'élection en tant que telle, le comité académique recommande l'adoption d'un système à deux tours. À terme, l'Alliance vise la suppression du comité de nomination et l'élection directe du chef de l'exécutif par tous les électeurs.

Les recommandations de l'Alliance sont à ce jour les plus complètes à avoir été mises en avant par les démocrates. Elles ont également remporté le soutien le plus large dans ce camp. Sur la base des trois options mentionnées, les divers partis démocrates vont maintenant consulter l'opinion publique avant de finaliser une proposition qui devra être rendue publique vers la fin de 2013. Parallèlement, d'autres groupes démocrates ont également fait état de leurs propositions. Certains suggèrent que le Comité devrait être formé par les 3,2 millions d'électeurs inscrits à Hong Kong et que quiconque ayant récolté 50 000 (selon la proposition du *People Power*) ou 100 000 (*Scholarism*) signatures pourrait devenir un candidat éligible⁽¹³⁾.

Le projet de l'Alliance, appelé « Voie des 2 % », ouvrant deux voies de nomination parallèles a déjà suscité les critiques de députés favorables à

6. 222 990 votes ont été exprimés, via Internet, par téléphone portable ou par bulletin, pendant les deux jours de suffrage, dont ont résulté les chiffres suivants : 54,6 % votes blancs, 17,8 % pour Leung Chun-ying, 16,3 % pour Henry Tang et 11,4 % pour Albert Ho. Le rapport d'activité du projet est disponible sur le site du *Public Opinion Programme* : http://hkupop.hku.hk/english/release/release929_popvote323_activity_report_en.pdf (consulté le 11 juillet 2013).
7. Eddie Luk et Winnie Chong, « Subversion warning on 2017 CE race », *The Standard*, 7 mars 2013, www.thestandard.com.hk/news_detail.asp?pp_cat=30&art_id=131766&sid=39159171&con_type=3 (consulté le 25 juin 2013).
8. « Zhang Xiaoming : Teshou puxuan yaoyou shaixuan » (Zhang Xiaoming : Il doit y avoir un mécanisme de filtrage pour l'élection du Chef de l'exécutif), *Ming Pao*, 10 mars 2013.
9. L'*Alliance for a True Democracy* représente la première tentative concrète pour unifier le camp démocrate après l'éclatement de 2010 suite à des divergences de stratégie dans le débat sur la deuxième réforme constitutionnelle. Convoquée par Joseph Cheng, professeur de sciences politiques à la *City University*, elle regroupe les membres de formations politiques plutôt modérées (Parti démocrate et *Civic Party*) ainsi que les membres de partis plutôt radicaux (*League of Social Democrats* et *People Power*). Son objectif est de lutter pour la réalisation du « double suffrage universel » pour le Chef de l'exécutif et pour le Conseil législatif. Son site officiel est sur Facebook, www.facebook.com/pages/%E7%9C%9F%E6%99%AE%E9%81%BB%E8%81%AF%E7%9B%9F-Alliance-for-True-Democracy/635752756440759 (consulté le 10 juillet 2013).
10. Le texte intégral des Propositions initiales est disponible sur la page Facebook de l'Alliance : <http://goo.gl/neRGAU> (consulté le 10 juillet 2013). Voir aussi « Zhenpulan teshou fang'an yuedi ke paiban » (La proposition de l'Alliance pour une démocratie véritable pour l'élection du chef de l'exécutif sera confirmée à la fin du mois), *Oriental Daily*, 20 juin 2013, http://orientaldaily.on.cc/cnt/news/20130620/00176_018.html (consulté le 25 juin 2013).
11. Le texte intégral des propositions du comité académique est accessible sur le site Facebook de l'Alliance : <http://goo.gl/8RMWe> (consulté le 11 juillet 2013). Voir aussi « Zhenpuxuan Lian ti san xuanju fang'an » (L'Alliance pour une démocratie véritable avance trois propositions pour l'élection), *Sing Tao Daily*, 10 juillet 2013.
12. Joshua But, « Pan-democrats to seek public opinion on three proposals for 2017 election », *South China Morning Post*, 10 juillet 2013.
13. Joshua But, « Pan-democrats to roll out 2017 suffrage plan six months early », *South China Morning Post*, 2 mai 2013, et « Xuemin sichao pao zhengai fang'an » (*Scholarism* fait une proposition de réforme constitutionnelle), *Am730*, 24 juin 2013.

Tableau 1 – Propositions du 10 juillet 2013 de l'Alliance for a True Democracy concernant la constitution du comité de nomination pour l'élection du chef de l'exécutif de 2017.

Proposition	Composition du comité de nomination	Procédure de nomination
A	Comité de 1 500 membres, les conseillers de district venant s'ajouter aux 1200 membres du Comité électoral.	S'assurer du soutien d'au moins 10 % des membres du comité de nomination ; OU Obtenir le soutien d'au moins 2 % des électeurs inscrits dans les circonscriptions électorales
B	Comité de 400 membres élus par les électeurs des 20 circonscriptions.	S'assurer du soutien d'au moins 10 % des membres du comité de nomination ;
C	Comité de 500 membres constitué de tous les députés et conseillers de district.	S'assurer du soutien d'au moins 10 % des membres du comité de nomination ; OU Obtenir le soutien d'au moins 2 % des électeurs inscrits dans les circonscriptions électorales

Source : page Facebook officielle de l'Alliance for True Democracy.

Pékin⁽¹⁴⁾ comme Regina Ip⁽¹⁵⁾ ou Elsie Leung, directrice adjointe de la Commission pour la Loi fondamentale (*Basic Law Committee*)⁽¹⁶⁾. Michael Tien, un délégué local de l'ANP, a déclaré qu'une élection sans mécanisme de sélection pourrait aboutir à la situation « ridicule » de 10 000 candidats au poste⁽¹⁷⁾. Le camp pro-Pékin a plutôt appelé à soutenir la mise en place d'une élection préliminaire au sein du comité de nomination⁽¹⁸⁾ pour décider quels candidats seront autorisés à se présenter au scrutin final. En d'autres termes, les candidats défavorables à Pékin devront franchir deux barrières avant d'atteindre le suffrage universel : ils devront d'abord s'assurer qu'un certain nombre de leurs soutiens intègre le comité, puis survivre au vote interne. Étant donné le fait que les membres pro-Pékin domineront certainement le futur comité de nomination, comme c'est d'ailleurs le cas de l'actuel Comité électoral, il est probable que les candidats du camp démocrate seront écartés avant même le scrutin final. Le mécanisme pré-électoral est donc largement interprété et critiqué comme une manière pour le gouvernement central de manipuler le résultat des élections.

Occupy Central : un mouvement de désobéissance civile

Alors que les débats en cours confirment le grand écart existant entre les mécanismes électoraux que Pékin juge acceptables et le suffrage universel à part entière réclamé par les forces pro-démocratiques, le défi pour le camp démocrate est de trouver la meilleure stratégie de négociation pour faire avancer ses idées. C'est dans cette perspective que Benny Tai Yiu-ting, un professeur de droit de l'Université de Hong Kong, a plaidé pour l'idée de mettre en scène une démonstration de désobéissance civile à grande échelle (*gongmin kangming* 公民抗命). Pour Tai en effet, le défaut majeur de la stratégie des démocrates est leur manque de pouvoir de négociation. En dehors de leur capacité à bloquer des propositions constitutionnelles en votant contre à plus d'un tiers au sein de l'Assemblée législative, le camp démocrate ne dispose tout simplement d'aucune « bombe atomique » lui permettant de renforcer sa position de négociation vis-à-vis de Pékin. Tai pense que les citoyens de Hong Kong doivent accepter de déployer leur « arme la plus

destructrice » (*zuida shashangli wuqi* 最大殺傷力武器). Dans une tribune parue en janvier 2013, Tai a proposé de regrouper au moins 10 000 citoyens pour participer à un *sit-in* non violent dans le but d'immobiliser Central si aucun progrès substantiel n'était constaté avant l'été 2014⁽¹⁹⁾. Central est le cœur financier et commercial de Hong Kong et la garantie de sa prospérité. L'idée est de parvenir à bloquer des sections entières du quartier de Central afin de paralyser la circulation et de perturber les activités économiques. Plus il y aura de participants, plus il sera difficile pour la police de dégager la zone sans recourir à la force, et plus lourd sera le coût politique pour le gouvernement de la RAS.

Ce qui distingue peut-être cette campagne des précédents mouvements est son appel à « la non-violence absolue » comme un moyen d'affirmer sa légitimité morale. Les organisateurs sont convaincus que le mouvement ne sera une réussite que si la majorité des Hongkongais le perçoivent comme une forme légitime de combat. Espérant même obtenir l'appui des conservateurs, *Occupy Central* se positionne comme une manifestation pacifique excluant tout moyen violent de revendication. Les participants doivent prêter serment de ne pas utiliser la force ni de résister à l'application de la loi, et les contrevenants seront exclus du mouvement. De manière notable, pour souligner le sacrifice de soi requis et conférer au mouvement une certaine solennité, les participants sont encouragés à se livrer aux au-

- Kelly Ip, « Bid to widen role of voters », *The Standard*, 11 juillet 2013, www.thestandard.com.hk/news_detail.asp?pp_cat=30&art_id=135417&sid=39938189&con_type=1 (consulté le 11 juillet 2013).
- « Gongmin lianshu bufu jibenfa » (Regina Ip : La nomination citoyenne n'est pas conforme à la Loi fondamentale), *Sing Tao Daily*, 10 juillet 2013. Voir également : Joshua But, « Pan-democrats to seek public opinion on three proposals for 2017 election », *ibid*.
- Joshua But, Gary Cheung et Tony Cheung, « One man, one vote' urged for 2017 chief executive panel », *South China Morning Post*, 9 mai 2013.
- Colleen Lee et Phila Sun, « Activist puts out Occupy Central action plan », *South China Morning Post*, 15 avril 2013.
- Eddie Luk, « Double election for CE draws fire », *The Standard*, 11 mars 2013, www.thestandard.com.hk/news_detail.asp?pp_cat=30&art_id=131859&sid=39185066&con_type=3 (consulté le 25 juin 2013).
- Benny Tai, « Gongmin kangming de zuida shashangli wuqi » (L'arme de destruction massive de désobéissance civile), *Hong Kong Economic Journal*, 16 janvier 2013.

torités après le mouvement et à renoncer à être défendus lors des procès (*zhudong zishou bing yu fating buzuo kangbian* 主動自首並於法庭不作抗辯). Ils doivent être prêts à supporter toutes les conséquences judiciaires de leur non-respect de la loi. Les principaux soutiens du mouvement ont affirmé qu'ils s'attendaient à ce que « de nombreuses personnes aillent en prison, et que d'autres perdent leur homologation professionnelle » si des arrestations de masse devaient avoir lieu⁽²⁰⁾. Les organisateurs de *Occupy* se sont initialement consacrés à mobiliser les personnes d'âge moyen et de classe moyenne. Autrement dit, ni ceux qui soutiennent fortement le gouvernement, ni ceux qui s'y opposent de manière radicale, mais la majorité silencieuse qui représente entre 50 et 70 % de la population.

Le 27 mars, Benny Tai a été rejoint par ses deux partenaires, le professeur de sociologie Chan Kin-man et le père Chu Yiu-ming de l'église baptiste de Chai Wan, lors d'une conférence de presse solennelle au cours de laquelle le manifeste du mouvement (*xinnian shu* 信念書) a été présenté. Intitulé « Que l'amour et la paix occupent Central » (*rang ai yu heping zhanling zhonghuan* 讓愛與和平佔領中環), le manifeste rappelle trois convictions essentielles que les participants à cette campagne doivent partager : le système électoral de Hong Kong doit satisfaire aux standards internationaux relatifs au suffrage universel ; la réforme électorale doit être mise en œuvre par le biais d'un processus démocratique ; et tout acte de désobéissance civile, bien qu'illégal, doit être « absolument non-violent »⁽²¹⁾. Quatre étapes fondamentales du mouvement sont également mentionnées : il y aura d'abord une journée d'engagement prévue à l'été 2013 pendant laquelle les participants devront prêter serment sur leur engagement dans cette action ; elle sera suivie par la journée de délibération (*shangtao ri* 商討日) puis par l'autorisation par les citoyens (*gongmin shouquan* 公民授權), et culminera enfin par l'acte final de désobéissance civile.

L'élaboration d'une proposition de réforme électorale est en cours. Des journées de délibération seront tenues en accord avec les principes de la démocratie délibérative décrits dans les travaux des universitaires américains Bruce Ackerman et James Fishkin, afin de parvenir à élaborer une proposition. Celle-ci sera ensuite soumise à un vote électronique auquel seront conviés à participer tous les électeurs de la ville en guise de légitimation du plan final.

Il est attendu que le gouvernement fasse ensuite part de sa propre contre-proposition, qui sans doute proposera des compromis partiels sans pleinement répondre aux demandes des démocrates. À ce moment-là, la démission d'un député, probablement celle du membre du Parti démocrate Albert Ho Chun-yan de son « super siège » à l'Assemblée législative, devrait avoir lieu pour déclencher une élection qui serait une sorte de référendum offrant ainsi aux citoyens une plateforme pour exprimer leur soutien ou leur opposition aux propositions du gouvernement⁽²²⁾. Si le peuple vote contre ces propositions mais que le gouvernement n'en tient pas compte, le blocage de Central aura lieu à l'été 2014. Des actions de désobéissance à plus petite échelle accompagneront le blocage, comme le déploiement de drapeaux de la RAS dans les rues pour récolter des signatures⁽²³⁾.

Grâce aux rencontres des leaders et à la publication des projets, *Occupy Central* a connu une montée en puissance depuis ses débuts il y a seulement neuf mois. La première journée de délibération, qui a mobilisé 700 participants, dont 600 invités et 100 citoyens choisis au hasard, s'est déroulée avec succès début juin et a permis l'élaboration d'une liste de sept points principaux devant être discutés lors de la prochaine journée de délibération⁽²⁴⁾. La campagne a aussi bénéficié d'un élan substantiel lors de la marche annuelle du 1^{er} juillet. Les organisateurs ont recruté une équipe de

plus de 100 volontaires pour aider à recueillir des dons et faire la promotion du mouvement, réussissant ainsi à récolter près de 800 000 HK\$ auprès de leurs soutiens⁽²⁵⁾. Mais peut-être que le plus grand encouragement pour les organisateurs a été l'augmentation du nombre de participants à la marche elle-même. Le *Civil Human Rights Front* a estimé la participation à 430 000 personnes, ce qui représente une nette augmentation par rapport aux 400 000 de 2012, aux 218 000 de 2011, et aux 52 000 participants de 2010⁽²⁶⁾. L'accroissement du mécontentement est évident : c'est une nécessité stratégique et une question de volonté pour les activistes de *Occupy Central* de canaliser ce sentiment populaire et de le transformer en mouvement politique.

Les réactions à Occupy Central

La réaction des responsables politiques à cette campagne est un indice important de la manière dont les événements risquent de se dérouler jusqu'à l'été 2014. Celles qu'on a pu observer pour l'instant n'ont fait que nourrir la contestation et amplifier le mouvement. Dans un acte largement interprété comme une persécution politiquement ciblée, début mai, une bénévole travaillant dans les bureaux du mouvement a été arrêtée pour sa participation à l'organisation d'un rassemblement non autorisé pendant la manifestation du 1^{er} juillet de 2011⁽²⁷⁾. Melody Chan, une avocate stagiaire de 26 ans, est un soutien clé du mouvement *Occupy Central*, et l'interview qu'elle a réalisée avec Benny Tai pour le blog spécialisé dans l'actualité locale *Independent Media* a joué un rôle capital dans la diffusion et la popularisation sur Internet de la campagne⁽²⁸⁾. Bien que la police ait affirmé ne pas être informée de l'implication de Chan dans la campagne *Occupy Central*, le fait que l'arrestation intervienne deux ans après l'infraction fait inévitablement peser le soupçon de motivations politiques sur celle-là⁽²⁹⁾. Quelques semaines plus tard, le chef de l'exécutif Leung Chun-ying lançait un avertissement fort aux organisateurs de *Occupy Central*, en déclarant que le gouvernement ne tolérerait aucune activité illégale. Il ajoutait qu'il était impossible pour le mouvement d'être loyal et pacifiste, et que les organisateurs « violent la loi pour le simple plaisir de le faire » (*wei fanfa er fanfa* 為犯法而犯法).⁽³⁰⁾

20. Melody Chan, « Albert Ho Chun-yan promised to resign to pave way for the Occupy Central movement », *Independent Media*, 12 mars 2013, www.inmediahk.net/albert-ho-chun-yan-promised-resign-pave-way-occupy-central-movement (consulté le 10 juillet 2013).
21. Le texte intégral du manifeste est disponible sur le site de Occupy Central, <http://ocphk.wordpress.com/2013/03/27/english/> (consulté le 25 juin 2013).
22. Melody Chan, « Albert Ho Chun-yan promised to resign to pave way for the Occupy Central movement », *ibid.*
23. Eddie Luk, « Last Stop: Central », *The Standard*, 15 mars 2013, www.thestandard.com.hk/news_detail.asp?pp_cat=36&art_id=132058&sid=39225152&con_type=3&d_str=20130315 (consulté le 25 juin 2013).
24. « Zhanzhong shouge shangtaori » (La première journée de délibération de Occupy Central), *Sing Tao Daily*, 10 juin 2013, <http://goo.gl/kVYCYM> (consulté le 10 juillet 2013).
25. « Zhanzhong sanzi jiezhuan chou bashi wan » (Trois organisateurs de Occupy Central ont collecté 800 000 HK\$ dans la rue), *Ming Pao*, 2 juillet 2013.
26. La police a affirmé que la marche avait compté au plus 66 000 participants. Un statisticien de l'université de Hong Kong a estimé la participation à 103 000 personnes tandis que le Public Opinion Programme de l'université de Hong Kong a estimé la participation à 93 000 personnes.
27. Johnny Tam et Tony Cheung, « Occupy Central volunteer charged over July 1 protest », *South China Morning Post*, 9 mai 2013.
28. Melody Chan, « Yifa dayi: gongmin kangming de zhadan » (Accomplir la justice par le biais de la loi : la bombe de la désobéissance civile), *Independent Media*, 22 janvier 2013, www.inmediahk.net/node/1015347 (consulté le 25 juin 2013).
29. Simpson Cheung et Tony Cheung, « Police chief defends Occupy Central activist's arrest », *South China Morning Post*, 10 mai 2013.
30. « Liang pi zhanzhong » (Leung critique Occupy Central), *Ming Pao*, 10 juin 2013.

Les partisans du pouvoir ont rapidement aligné leurs positions sur celle du gouvernement. Leurs critiques développent trois lignes principales d'argumentation. La première, similaire à celle de Leung, accuse *Occupy Central* d'être un mouvement inutilement radical et travaillant contre l'esprit de la loi. Le *Wen Wei Po* a accusé les organisateurs d'« inciter de jeunes professionnels à volontairement briser la loi » (*shandong nianqing zhuan ye renshi zhifa fanfa* 煽動年青專業人士知法犯法). La parlementaire Regina Ip a prétendu que l'objectif « réel et déguisé » des organisateurs était de déclencher une confrontation violente et l'intervention de l'Armée populaire de libération « provoquant ainsi un mini Tiananmen à Hong Kong »⁽³¹⁾. Une deuxième critique consiste à affirmer que le mouvement sacrifie l'intérêt collectif au nom d'ambitions politiques personnelles. Les milieux d'affaires ne mâchent pas leurs mots concernant les éventuelles pertes économiques que *Occupy Central* pourrait entraîner, et font état des préoccupations des petites et moyennes entreprises à ce sujet⁽³²⁾. La Chambre de commerce chinoise et l'Association des fabricants chinois de Hong Kong, par exemple, ont financé des demi-pages de publicité condamnant cette campagne qui menace la compétitivité de Hong Kong⁽³³⁾. Le professeur d'économie Frances Lui, qui a comparé *Occupy Central* à des activités « terroristes », a même suggéré que chaque participant s'acquitte d'une amende quotidienne de 160 000 HK\$ pour compenser les pertes estimées selon lui à 1,6 milliard de HK\$ pour chaque jour d'occupation de Central⁽³⁴⁾. La troisième critique consiste à dire qu'un véritable soutien populaire fait défaut au mouvement⁽³⁵⁾. Cela, comme nous allons le voir, est également un problème soulevé par les partisans de *Occupy Central* au sein du camp démocrate.

Le semestre qui vient de s'écouler a vu se déployer un nouvel activisme des organisations pro-Pékin visant à attaquer *Occupy Central* et convaincre les citoyens de s'opposer au mouvement. Les organisations les plus radicales, comme *Caring Hong Kong Power* (*aihu Xianggang lilian* 愛護香港力量) ou *Voice of Loving Hong Kong* (*ai Gang zhisheng* 愛港之聲), ont été régulièrement présentes à de nombreux événements organisés par le mouvement, y causant des perturbations et du sabotage⁽³⁶⁾. Le mouvement *Defend Central* (*shouhu zhonghuan* 守護中環), dirigé par le chef du groupe d'action *Voice of Loving Hong Kong*, Chan Kwong-man, recrute également des soutiens par le biais du réseau social Facebook. Le groupe a souhaité lancer un mouvement appelé *Protect Hong Kong* (*hu Gang xingdong* 護港行動) et a créé une équipe chargée d'observer les comportements des activistes de *Occupy Central* (*jiancha zhanzhong xingdongzu* 監察佔中行動組). Il a aussi prévu de mobiliser 10 000 personnes pour s'opposer directement à *Occupy Central*⁽³⁷⁾.

Les écoles sont à nouveau devenues un champ de bataille tandis que la peur d'une radicalisation future de la jeune génération commence à monter : une prestigieuse école locale est ainsi devenue la cible d'attaques malveillantes après qu'elle a invité Benny Tai pour une conférence⁽³⁸⁾, et deux lycées ont par la suite annulé l'invitation qu'ils lui avaient adressée⁽³⁹⁾. Un programme d'échanges universitaires appelé « Co-China », co-organisé par l'un des organisateurs de *Occupy*, Chan Kin-man, et regroupant des participants de Taiwan, de Chine continentale et de Hong Kong sur le thème des mouvements localistes/nativistes, a aussi été la cible de menaces affirmant que « des conséquences graves » pourraient suivre si cette université d'été n'était pas annulée immédiatement⁽⁴⁰⁾. De manière évidente, les autorités craignent que *Occupy Central* ne dérouté les jeunes de la ville en les encourageant à mépriser la loi par le biais de la désobéissance civile.

Il y a un fondement à cette crainte croissante, alors que Hong Kong est sur le point de voir sa première génération postcoloniale atteindre l'âge de participer aux élections. Si la ville organise la première élection de son chef de

l'exécutif, cette première génération postcoloniale aura une forte influence sur le résultat, et cette influence ira croissant à mesure que l'ancienne génération, qui s'identifie davantage à la Chine continentale et semble moins insatisfaite de l'actuel gouvernement de Hong Kong, va disparaître⁽⁴¹⁾. Les parents et les enseignants sont par conséquent devenus des cibles privilégiées des activités de front uni. Le Bureau central de liaison a notamment œuvré à travers des organisations loyalistes locales pour atteindre les associations de parents d'élèves. La Fédération des organisations des femmes de Kowloon, favorable à Pékin, a notamment reçu pour consigne d'organiser une réunion conjointe avec cinq associations de parents d'élèves dans le district de Kowloon afin de discuter de plans pour co-organiser un forum dénigrant *Occupy Central*, recruter des parents et des enseignants pour inciter les jeunes à ne pas soutenir des activités illégales. La Fédération hongkongaise des travailleurs de l'éducation, un syndicat pro-gouvernemental, a félicité les enseignants pour leur comportement « raisonnable » après qu'un sondage a montré que 60 % des enseignants interrogés ne soutenaient pas la désobéissance civile comme méthode pour faire aboutir des revendications politiques⁽⁴²⁾.

31. Regina Ip, « Occupy Central provocations won't help to build a consensus », *South China Morning Post*, 9 juin 2013.
32. « Gongshang jinrong jie naobao » (Les secteurs financier et commercial condamnent Occupy Central), *Wen Wei Po*, 21 mai 2013, <http://paper.wenweipo.com/2013/05/21/HK1305210003.htm> (consulté le 25 juin 2013).
33. Il a été mentionné que le Bureau central de liaison avait incité les quatre Chambres principales de la ville à financer une campagne conjointe d'information condamnant Occupy Central mais il n'y est pas parvenu. Cf. Bonnie Chen, « Occupy Central worries SMEs », *The Standard*. Cf. la reproduction de la page publicitaire de l'Association des fabricants chinois de Hong Kong dans *House news*, 20 mai 2013, <http://goo.gl/VtnS00> (consulté le 25 juin 2013).
34. Yang Sheng, « Occupy disrupts social order », *China Daily*, 31 mai 2013. Frances Lui, « Zhanling zhonghuan peichang duoshao » (Quelle amende devrait payer Occupy Central en compensation ?), *Sky Post*, 3 avril 2013, <http://goo.gl/EMwgo> (consulté le 25 juin 2013).
35. Les journaux pro-Pékin ont cité à plusieurs reprises des enquêtes menées par la *Hong Kong Research Association*, un *think tank* considéré comme proche de Pékin. D'après les résultats des sondages de l'association, près de 63 % des personnes interrogées sont contre *Occupy Central*, 55 % pensent que cette campagne nuit aux valeurs centrales sur lesquelles repose l'État de droit, et 54 % pensent que cela va causer de grands dégâts à l'économie. « Diaocha zhi Gang shimin fandui zhanling zhonghuan zhe bili shangsheng » (L'enquête montre que la proportion des citoyens de Hong Kong opposés à *Occupy Central* est en croissance), *Hong Kong China News Agency*, 25 juin 2013, www.hkcnr.hk/content/2013/0625/200357.shtml (consulté le 27 juin 2013). Le site officiel de la *Hong Kong Research Association* est : www.rhk.org/intro/intro01.asp.
36. *Caring Hong Kong Power* a été fondée en juin 2011 avec l'objectif avoué de protéger le gouvernement des attaques « nuisibles pour Hong Kong » des groupes politiques et des médias. Le fondateur du groupe est Chan Ching-sum ; cf. une interview de Chan par Stuart Lau, « Hong Kong full of 'political rogues', says activist Chan Ching-sum », *South China Morning Post*, 29 avril 2013. La page officielle du groupe est sur Wordpress, <http://chkp.org/wordpress/> (consulté le 12 juillet 2013). *Voice of Loving Hong Kong* a été fondée par l'homme d'affaires Ko Tat-pun en octobre 2012 avec le même objectif de s'opposer aux « forces » qui dérangent la stabilité et la prospérité de Hong Kong. En avril 2013 elle avait déjà attiré quelques 3 000 membres et un noyau dur de 30 membres, pour la plupart des Hongkongais d'origine. Sa page officielle est sur Facebook : <https://zh-hk.facebook.com/voiceoflovinghk> (consulté le 12 juillet 2013).
37. « Ai Gang zhisheng zuzhi wanren fan zhanzhong » (*Voice of Loving Hong Kong* mobilise 10 000 personnes pour s'opposer à *Occupy Central*), *Sing Tao*, 27 juin 2013, http://news.stnn.cc/hong-kong/201306/t20130627_1907996.html (consulté le 3 juillet 2013).
38. *Caring Hong Kong Power* a publié un article dans *Wen Wei Po* avertissant contre la « mauvaise » influence de *Occupy Central*. « Buneng rang zhanzhong mozhang shenjin xiaoyuan » (Nous ne pouvons pas laisser la main mauvaise de *Occupy Central* envahir nos écoles), *Wen Wei Po*, 24 mai 2013, <http://paper.wenweipo.com/2013/05/24/PL1305240007.htm> (consulté le 28 juin 2013).
39. Tony Cheung, « 2 schools back out of Occupy Central talks under pressure: Benny Tai », *South China Morning Post*, 20 juin 2013.
40. Cf. la lettre publique publiée sur le site Internet de l'université d'été : <http://goo.gl/dtlkj> (consulté le 28 juin 2013).
41. Cf. l'analyse statistique détaillée présentée dans le *Hong Kong Transition Project*, « Constitutional Reform in Hong Kong: Round Three », *ibid*.
42. « Occupy central lacks teachers' support », *RTHK English News*, 11 juin 2013, http://rthk.hk/rthk/news/englishnews/20130611/news_20130611_56_927934.htm (consulté le 3 juillet 2013).

Tableau 2 – Attitude à l'égard de *Occupy Central* par groupe d'âge. Sondage basé sur une enquête menée entre le 3 et le 5 juillet 2013 par le *Public Opinion Programme* de l'Université de Hong Kong.

Attitude vis-à-vis de <i>Occupy Central</i>	Groupe d'âge 18-29 ans	Groupe d'âge 30-49 ans	Groupe d'âge 50 ans ou plus
Soutien	41 %	33 %	27 %
Opinion partagée	22 %	14 %	9 %
Opposition	31 %	44 %	54 %
Sans opinion / Difficile à dire	6 %	8 %	11 %

Source : <http://hkupop.hku.hk/english/report/mpCEnOCC/index.html> (consulté le 9 juillet 2013).

Les préoccupations des démocrates

Au sein du camp démocrate, les opinions sur *Occupy Central* ne sont pas uniformément positives. Tandis que la plupart applaudissent l'esprit qui anime le mouvement et indiquent leur volonté d'y participer, d'autres mettent en question sa faisabilité, et se demandent si cette campagne sera suffisamment représentative et ouverte. Une préoccupation pressante porte sur le rôle dévolu à *Occupy Central* dans la négociation avec le gouvernement et sur sa capacité à faire des compromis. Sans aucun doute, la douloureuse leçon qu'a constitué pour le Parti démocrate la session de consultation sur les réformes électorales de 2009-2010 est encore fraîche dans l'esprit des personnes impliquées. En acceptant des négociations à huis clos avec le Bureau central de liaison et en faisant des compromis sur des réformes conservatrices, le Parti a été étiqueté comme « traître » et a été puni par les électeurs à l'élection suivante. De même, lorsque Martin Lee Chu-ming a récemment suggéré qu'un Comité de nomination d'une composition similaire à l'actuel Comité électoral composé de 1200 membres serait acceptable s'il garantissait que les cinq candidats ayant obtenu le plus de nominations (donc pouvant inclure un démocrate) puissent se présenter au suffrage universel, son idée a été chaleureusement accueillie par le camp loyaliste, mais fortement dénoncée par les démocrates⁽⁴³⁾. Lee a finalement retiré ses remarques et demandé pardon à ses camarades démocrates pour « les avoir abandonnés »⁽⁴⁴⁾.

Une seconde préoccupation en relation avec la précédente porte sur le degré de changement que les citoyens hongkongais attendent. Des recherches ont montré que même s'il existe une forte majorité en faveur d'une évolution de l'actuel système électoral, les options de réforme soutenues par la majorité des Hongkongais sont « des alternatives peu radicales », certaines étant « de nouvelles versions de pratiques antérieures ou des extensions des formes d'élections tenues dans le système actuel mais d'une nouvelle manière »⁽⁴⁵⁾. Par exemple, concernant la formation du comité de nomination, près de la moitié des personnes interrogées soutiennent la transformation de l'actuel Comité électoral de 1200 membres tel quel en comité de nomination. Même si des réformes plus radicales, comme par exemple « abolir toutes les circonscriptions socioprofessionnelles du Conseil législatif » (73 %) ou « changer le système de nomination du chef de l'exécutif par un système de primaires ouvertes à la suite desquelles les deux candidats arrivés en tête s'affronteraient lors d'une élection directe » (81 %), recueillent un soutien public plus large, l'absence d'une opposition forte à l'égard de dispositions conservatrices est également révélatrice. Si *Occupy*

Central était perçu par la majorité comme porteur de revendications inutilement radicales, il pourrait perdre le soutien populaire. Une enquête menée par le *Public Opinion Programme* de l'Université de Hong Kong en avril éclaire d'une lumière nouvelle cette question⁽⁴⁶⁾. On a demandé aux personnes interviewées dans quelle mesure elles soutenaient la proposition suivante ou s'y opposaient : concernant l'élection du chef de l'exécutif en 2017, avant que les candidats n'accèdent à l'étape du suffrage universel (une personne, une voix), il doit d'abord y avoir une sélection au sein du comité de nomination pour s'assurer qu'aucun des candidats ne s'oppose au gouvernement de Pékin. Il s'agit là du mécanisme de sélection largement condamné par les démocrates. De manière surprenante, 44 % des personnes interrogées ont exprimé leur approbation contre seulement 35 % d'opposants. Le même sondage a également demandé aux interviewés s'ils soutenaient *Occupy Central* comme méthode de lutte pour le suffrage universel : 51 % ont affirmé s'y opposer, tandis que seulement 25 % prétendaient le contraire. Un sondage plus récent conduit par le même programme a vu le soutien à *Occupy* croître à 32 % après la marche du 1^{er} juillet, mais l'opposition demeure à 46 %⁽⁴⁷⁾. De manière significative, la catégorie d'âge moyen que les organisateurs avaient d'abord cherché à mobiliser reste majoritairement opposée au mouvement.

Si ces résultats peuvent être considérés comme significatifs, alors *Occupy Central* a encore une longue route à parcourir avant de conquérir un large soutien populaire. Il est encore perçu par de nombreuses personnes comme un mouvement radical malgré ses intentions pacifiques. Comme certains le remarquent, l'insistance du mouvement sur la participation de la classe moyenne, fondée sur l'idée que les membres de la classe moyenne ont moins à craindre en termes de carrière et de ressources, a conduit d'autres groupes sociaux comme la classe ouvrière et les jeunes à se sentir moins impliqués dans la lutte⁽⁴⁸⁾. La communauté d'affaires est un autre groupe auquel les organisateurs de *Occupy* devraient s'adresser en apaisant leurs craintes sur les éventuels effets négatifs de la mobilisation sur la capacité de la ville à attirer les investissements. Dans cette perspective, le récent effort entrepris par l'ancienne *Chief Secretary* Anson Chan de relancer la Commission citoyenne pour le développement constitutionnel (Citizens' Commission on Constitutional Development) sous le nouveau nom de Hong Kong 2020, vise à ouvrir le dialogue avec le secteur économique et à recueillir son soutien pour les réformes constitutionnelles. Chan est convaincue que de nombreux hommes d'affaires sont favorables à une réelle démocratie parce qu'ils perçoivent bien l'inefficacité du système politique actuel, mais qu'ils ont besoin de nouvelles voies de communication avec le camp démocrate pour venir à bout de leur isolement du débat politique⁽⁴⁹⁾.

Ainsi que l'affirmait Benny Tai, le pire des scénarios aux yeux des organi-

43. Joshua But, « Martin Lee pulls controversial plan for Hong Kong chief executive poll reform », *South China Morning Post*, 12 avril 2013.

44. « Li Zhuming zhengshi xuanbu shouhui fang'an » (Martin Lee retire officiellement sa proposition), *Apple Daily*, 11 avril 2013, <http://hk.apple.nextmedia.com/realtime/news/20130411/51341996> (consulté le 9 juillet 2013).

45. *Hong Kong Transition Project*, *ibid.*, p. 133.

46. Les résultats de la recherche sont disponibles sur le site du *Public Opinion Programme*, <http://hkupop.hku.hk/english/report/mpCEnOCC/index.html> (consulté le 9 juillet 2013).

47. « Qi yi hou cheng zhanzhong shengzhi 23 % » (Le soutien vis-à-vis de *Occupy Central* monte à 32 % après la marche du 1^{er} juillet), *Ming Pao*, 10 juillet 2013.

48. Cf., par exemple, Joshua Wong, « Chonghui qidian pouxi zhanling zhonghuan » (Retour au commencement pour une analyse de *Occupy Central*), *Ming Pao*, 2 avril 2013 ; Grace Tsoi, « *Occupy Central* 2.0 », *ibid.*

49. Tony Cheung, « Commerce key for universal suffrage, says Anson », *South China Morning Post*, 25 avril 2013.

sateurs ne serait pas une arrestation massive des participants – ce qui, selon lui, provoquerait un scandale public qui inciterait davantage de personnes à se joindre au mouvement contre le comportement excessif du gouvernement – mais plutôt l'essoufflement du mouvement suite aux critiques unanimes provenant d'un public peu sensible et se sentant peu concerné. Une question capitale est de savoir si les Hongkongais eux-mêmes se considèrent comme partie prenante de cette lutte. La plupart des mouvements qui ont réussi à mobiliser les habitants de la ville dans le passé avaient capitalisé sur l'intense concentration du ressentiment public à l'égard de certaines initiatives gouvernementales, qu'elles aient porté sur l'éducation patriotique, la construction de la voie ferrée à grande vitesse ou l'Article 23. Ces mouvements se sont construits sur une opposition commune à des politiques fortement impopulaires, sont nés de manière spontanée, atteignant rapidement un point culminant et des taux de participation massifs. D'autre part, *Occupy Central* doit parvenir à unifier des partisans de la démocratie qui ont des idées différentes sur la portée des réformes à mener. Il n'y a pour l'instant aucun plan concret pour construire une opposition commune. Par la suite, le mouvement devra prendre en charge la difficile tâche de construction d'un consensus afin de rassembler les diverses demandes de la société et de formuler un ensemble d'objectifs cohérents et bien définis qui représentent ce pour quoi le mouvement combat. Bien que les propositions de l'*Alliance for True Democracy* puissent servir de bon point de départ, le camp pro-démocrate doit se préparer à un long combat.

Conclusion

Tandis que les citoyens de Hong Kong descendaient dans les rues pour exiger un changement démocratique, le chef de l'exécutif Leung Chun-ying rappelait la « grande sincérité et l'engagement » du gouvernement de la RAS à lancer une consultation pour la mise en œuvre du suffrage univer-

sel⁽⁵⁰⁾. Le compte-rendu de Xinhua sur le discours de Leung était titré « Le gouvernement cherche le changement et maintient la stabilité », un titre qui résume probablement bien la préoccupation et les priorités de Pékin dans ses relations avec un territoire qui devient chaque jour plus difficile à gouverner. La politique consistant à faire des concessions pas à pas tout en repoussant les véritables réformes pourrait ne plus suffire à garantir la stabilité que Pékin apprécie tant.

Bien entendu, il existe différents groupes et factions parmi les dirigeants chinois, certains ayant des perspectives plus réformistes que d'autres. Le professeur Jiang Shigong, un conseiller du gouvernement central, a dit qu'un échec du processus de réformes pourrait écorner l'image morale de Pékin et laisser le gouvernement de la RAS dans l'impasse⁽⁵¹⁾. Mais on a aussi assisté récemment à un afflux d'opinions conservatrices dans diverses publications dépendant du Parti, notamment l'article controversé du professeur de droit de l'université du Peuple Yang Xiaoqing sur l'inadéquation du constitutionnalisme occidental à la Chine communiste⁽⁵²⁾. La bataille idéologique au sein de l'État-Parti est loin d'être terminée, et continuera à avoir des conséquences sur la manière dont les dirigeants chinois réagiront aux demandes de Hong Kong. Nul doute que ceux qui se préoccupent de l'évolution démocratique de la Chine continentale garderont un œil attentif sur l'avenir de *Occupy Central* dans la RAS.

■ Traduit par Matei Gheorghiu.

■ Karita Kan est doctorante en science politique à l'Université d'Oxford et assistante de recherche au CEFC (karitakan@gmail.com).

Cette synthèse de presse est compilée à partir d'une sélection des revues de presse bimensuelles du CEFC, disponibles sur www.cefc.com.hk.

50. « CY Leung : Government seeks change, maintains stability », Xinhua, 1 juillet 2013, www.china-daily.com.cn/china/2013-07/01/content_16696473.htm (consulté le 10 juillet 2013).

51. Gary Cheung et Emily Tsang, « Beijing is urged to heed marchers », *South China Morning Post*, 3 juillet 2013.

52. Yang Xiaoqing, « Xianzheng yu renmin minzhu zhidu zhi bijiao yanjiu » (Une étude comparative sur le constitutionnalisme et la démocratie populaire), *Qishu*, mai 2013, www.qstheory.cn/hqw/2013/201310/201305/t20130521_232618.htm (consulté le 11 juillet 2013).